



Paul Jeffrey/AOAE

COMPRENDRE LA CRISE ALIMENTAIRE

PASSER À L'ACTION

La crise alimentaire qui s'est installée au cours de la première moitié de l'année 2008 nous avertit qu'il faut faire tout notre possible pour créer un monde où chacun a accès à la nourriture en quantité suffisante pour mener une vie digne et épanouie. Il est vital que nous examinons les causes sous-jacentes de la crise pour comprendre pourquoi elle se produit, comment en sortir et comment faire en sorte qu'elle ne se reproduise plus. Comme on pourrait s'y attendre, il n'y a ni cause unique, ni solution simple. Cependant, le commerce injuste est l'un des facteurs qui ont permis à cette situation catastrophique de se produire.

LA CAMPAGNE DE L'AOAE « LE COMMERCE AU SERVICE DES PERSONNES » ET LE DROIT À L'ALIMENTATION

La campagne « Le commerce au service des personnes » de l'AOAE a débuté en 2002 et met l'accent sur les liens entre le commerce, l'alimentation et la faim depuis 2006. Une recherche a été menée en 2007 pour évaluer l'impact de la libéralisation du commerce sur le droit à l'alimentation des communautés rizicoles en Indonésie, au Honduras et au Ghana. Ces études de cas sont importantes, parce que 90 % du riz dans le monde est produit par de petits paysans de pays pauvres.

L'étude est parvenue à la conclusion qu'en raison de la libéralisation, tous les pays étudiés ont connu des poussées des importations, des fluctuations importantes

des prix et des importations de riz vendu sur le marché à un prix inférieur à son coût de production (dumping). Les communautés rizicoles ont perdu leurs revenus, de nombreux paysans ont quitté le métier et leur accès à l'alimentation est devenu moins sûr qu'au cours des décennies précédentes. La nourriture est l'une des dernières choses que les gens sont prêts à réduire – on sacrifie bien d'autres choses pour avoir suffisamment à manger – mais lors des périodes de disette (avant la récolte suivante, lorsque les stocks de la précédente s'épuisent), les gens réduisent à la fois le nombre de repas qu'ils prennent et le contenu nutritionnel des repas. Dans chaque pays, on a tenté de modifier les politiques de libéralisation au moyen de processus gouvernementaux, mais le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale s'y sont opposés.

Les conclusions de l'étude sont publiées dans le rapport Politiques commerciales et faim : *L'impact de la libéralisation du commerce sur le droit à l'alimentation des communautés de riziculteurs du Ghana, du Honduras et d'Indonésie*. Le rapport, disponible en français, anglais et espagnol peut être téléchargé en ligne sur : www.e-alliance.ch/trade_policiesandbunger.jsp.

Les éléments mis en lumière dans cette étude sont également des facteurs qui sont à l'origine de la crise alimentaire actuelle.

CAUSES DE LA CRISE ACTUELLE

Le monde connaît une envolée exceptionnelle des prix des produits agricoles depuis deux ans, mais les causes qui en sont à l'origine – et l'impact sur les pays pauvres – remontent à plusieurs décennies.

A court terme, les raisons de la crise actuelle comprennent :

Les intempéries et les mauvaises récoltes : les intempéries de 2006 dans certaines des principales régions céréalières du monde ont entraîné une chute de 7 % de la production en 2006/2007.

Les agrocarburants : l'enthousiasme soudain pour les agrocarburants et les biocarburants dans les pays s'efforçant de montrer qu'ils prennent des mesures contre le changement climatique a entraîné une modification rapide dans l'utilisation des terres, qui sont passées de la production de nourriture à celle de carburant.

La spéculation : la spéculation sur les denrées alimentaires s'est accrue ces dernières années. C'est en partie dû au fait que des problèmes sur d'autres marchés ont poussé les investisseurs à se tourner ailleurs pour investir leur argent. Cependant, l'extrême volatilité de ces dernières années, qui a culminé avec les augmentations des prix de la crise alimentaire actuelle, a elle-même accru la spéculation, car là où les prix fluctuent rapidement, les spéculateurs voient un potentiel pour réaliser un profit à court terme. On court alors le risque que la spéculation et la volatilité se renforcent mutuellement. Rien qu'en 2006, le volume des échanges des denrées alimentaires a augmenté de plus de 25 %.

Le cours du pétrole : le cours du pétrole a monté en flèche en raison de l'instabilité géopolitique. Cette hausse augmente le coût d'utilisation des machines, de production des engrais et des pesticides inorganiques et du transport de la nourriture sur les marchés.

A long terme, les facteurs qui ont rendu possible la crise alimentaire comprennent à la fois des facteurs qui contribuent à des augmentations de prix et des facteurs qui rendent les gens vulnérables en rognant leurs marges de sécurité :

L'augmentation de la consommation : nous consommons davantage de nourriture, pas seulement parce que la population augmente, mais aussi parce que la consommation moyenne de nourriture augmente. Nous mangeons en particulier des quantités plus élevées de viande, de produits laitiers et de produits transformés qui convertissent moins efficacement les ressources en calories que les fruits et les légumes. Ironiquement, les succès du développement sont en partie responsable de ces changements, à mesure que la nutrition s'améliore en



Paul Jeffrey / AOAE

Inde, en Chine et ailleurs, mais la consommation continue également d'augmenter dans les pays riches, où les gens consomment déjà bien plus qu'il leur faut d'un point de vue nutritionnel. Ces dernières années, la production de céréales ne répond plus à la demande, mais lorsque l'on comprend qu'à l'heure actuelle, une personne aux Etats-Unis consomme cinq fois plus de céréales qu'une personne en Inde, il est clair qu'il s'agit là d'un symptôme de l'inégalité mondiale de l'accès à l'alimentation, et non pas d'un manque global de nourriture.

Le changement climatique : les intempéries à court terme sont un symptôme des changements climatiques à plus long terme et il est probable que la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes, comme les sécheresses, les inondations, les gelées et les ouragans, augmente. Les récoltes en subiront les conséquences. Les terres utilisables et l'eau potable se font par ailleurs de plus en plus rares.

Désintérêt pour l'agriculture : pendant des décennies, il a été martelé que l'agriculture était une voie sans issue, comparée à la priorité que représentait le développement industriel. En conséquence, le niveau d'aide au développement et d'investissement dans l'agriculture a été bas. Tout soutien existant alors encourageait les cultures commerciales plutôt que les cultures destinées à la consommation locale. Ce discours a récemment évolué mais il va falloir beaucoup de temps avant que la situation ne change.

Le libre échange et les autres politiques de libéralisation : comme il a été dit plus haut, les pays du Sud ont été priés de cesser de soutenir leur propre production agricole et de supprimer les obstacles au commerce. Une fois ces pays ouverts au commerce international, les importations provenant d'économies plus fortes, souvent vendues à des prix inférieurs à leur coût de production, dominant alors leurs marchés, mettant les paysans locaux en faillite. On encourage

ceux qui restent dans l'agriculture à faire de la culture destinée à l'exportation. Par conséquent, des pays qui avaient auparavant un niveau bien plus important d'autosuffisance alimentaire ont vu leur propre production alimentaire diminuer et leur dépendance aux marchés mondiaux augmenter.

Et ensuite... lorsqu'une sécheresse de l'autre côté de la planète entraîne un pic des prix mondiaux, lorsqu'on devient dépendant d'un pays riche pour ses importations de maïs, mais que tout à coup ce pays offre des incitations à ses producteurs pour transformer le maïs en éthanol et qu'il n'a plus de surplus à exporter, lorsque les fonds spéculatifs alternent intérêt et désintérêt pour les denrées alimentaires pour des raisons qui n'ont absolument rien à voir avec l'agriculture ou l'alimentation... l'impact est dévastateur. Que faites-vous ? Quelle est votre capacité à réagir ?

Vous n'avez pas investi dans des infrastructures agricoles depuis des dizaines d'années, on vous a dit de ne pas constituer de réserves de céréales pour ne pas causer une « distorsion du marché », vous avez signé des accords commerciaux qui vous empêchent d'adapter vos politiques commerciales à la nouvelle situation... vous n'avez aucun choix. La faim est réelle. La survie est une question.

POURQUOI LES COURS ÉLEVÉS NE PROFITENT-ILS PAS AUX PAYSANS ?

La brochure *Politiques commerciales et faim* de l'AOAE explique le préjudice que les bas cours mondiaux des denrées alimentaires causent aux paysans des pays en

développement. Pourquoi, dans ce cas, la hausse des cours mondiaux ne profite-t-elle pas aux paysans ? En effet, dans des circonstances de « commerce juste », les agriculteurs du Nord et du Sud ont besoin de prix élevés couvrant leurs coûts et leur permettant de gagner de quoi vivre.

Mais dans l'ensemble, les agriculteurs ont besoin d'une stabilité de la production et du marché pour maintenir une activité économique saine. En raison des décennies de dommages causés par des cours artificiellement bas et la libéralisation, beaucoup de petits paysans du Nord et du Sud ont dû complètement abandonner l'agriculture. La plupart de ceux qui travaillent encore dans le milieu survivent tout juste et n'ont pas d'économies pour investir dans un accroissement de la production, en particulier alors que le prix du carburant, des engrais et des semences grimpe en flèche. L'augmentation du coût de ces intrants signifie que tout gain tiré de la hausse des cours des denrées alimentaires peut être annulé. Ainsi, la plupart des agriculteurs ne profitent-ils pas de la hausse des prix à court terme, parce qu'ils ne peuvent pas augmenter leur production suffisamment vite à cause de leur situation financière et de l'augmentation du prix des intrants.

Les petits paysans ont en fait besoin d'un niveau raisonnable de stabilité des coûts de production et du prix qu'ils peuvent obtenir pour leur production. Ils ne peuvent pas réagir lorsque les prix locaux montent en flèche et retombent tout aussi rapidement en raison d'imprévisibles fluctuations du marché mondial, et ils ne peuvent pas faire concurrence lorsque les poussées des importations se répercutent sur leur marché local. Par ailleurs, si des cours élevés signifient que l'agriculture est perçue comme une activité lucrative à long terme, d'autres investisseurs disposant d'un capital plus important seront capables de réagir bien plus vite, en général au moyen d'une agriculture extensive de type industriel. Dépourvus de droits de propriété, certains paysans risquent de perdre leur terre ou leur activité en subissant la pression de gros investisseurs.

Les petits paysans sont également pris au piège au bout d'une chaîne d'intermédiaires, de marchands et de multinationales, qui prennent chacun une part de la valeur du produit. Les petits paysans reçoivent une part négligeable du bénéfice final. L'étude de l'AOAE souligne que les bas prix des importateurs de denrées alimentaires ne sont pas nécessairement répercutés sur les consommateurs, car bien souvent, les avantages de la baisse des prix sont conservés comme bénéfice par les entreprises importatrices. De même, le bénéfice des cours élevés que le monde connaît actuellement est, à certains endroits, gardé par les intermédiaires et pas répercuté sur les paysans.



Paul Jeffrey / AOAE

Enfin, les paysans sont aussi des consommateurs, et la hausse des prix à la consommation se répercutent négativement sur leurs moyens de subsistance.

L'augmentation subite actuelle des prix ne profite qu'à l'agriculture industrielle, qui est étroitement liée aux marchés et qui dispose de ressources lui permettant de réagir rapidement.

Une augmentation des prix des denrées alimentaires à plus long terme et à un niveau soutenu, sans la volatilité actuelle, pourrait progressivement profiter aux petits paysans. Toutefois, seulement si les gouvernements leur offrent un soutien, comme des investissements dans les infrastructures, et mettent en place des filets de sécurité sociale pour protéger les consommateurs les plus vulnérables.

PLUS DE LIBÉRALISATION FORCÉE OU MOINS ?

Lors du récent sommet qui s'est tenu à Rome sur la crise alimentaire, les dirigeants internationaux ont ajouté la conclusion rapide du « Cycle de Doha » de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à leurs priorités pour la résolution de la crise alimentaire. En réalité, ces négociations, telles qu'elles sont envisagées à l'heure actuelle, aggravent les choses au lieu de les améliorer. Le Cycle de Doha est susceptible d'accroître la vulnérabilité à la crise alimentaire en rendant les prix de la nourriture plus volatils, intensifiant la dépendance des pays en développement aux importations et renforçant le pouvoir des entreprises agroalimentaires dans l'alimentation et les marchés agricoles. Les pays en développement sont susceptibles de perdre encore plus de marge de manœuvre politique dans leur secteur agricole, ce qui limiterait leur capacité à gérer la crise actuelle et à améliorer le niveau de vie des petits producteurs.

Les propositions faites actuellement à l'OMC ne tiennent pas compte des besoins et des intérêts des pays en développement comme ils l'auraient dû. L'accent s'est éloigné du développement et même les dispositions prévues pour permettre aux pays en développement de soutenir la sécurité alimentaire de leurs citoyens sont en train d'être démantelées. Au lieu d'une conclusion précipitée de ces négociations extrêmement controversées et complexes, ce qu'il faut, c'est



Paul Jeffrey / AOAE

un véritable effort pour faire en sorte que le commerce serve les besoins de tout le monde, y compris ceux des plus pauvres et des plus vulnérables. Beaucoup de solutions à la crise alimentaire mondiale sont au-delà de la portée de l'OMC, et dépendent de questions telles que le climat, les sources d'énergie et la spéculation financière. Cependant, une approche véritablement juste

du commerce encouragerait un modèle agricole différent, qui pourrait répondre durablement aux besoins d'une population en augmentation.

QUE PUIS-JE FAIRE ?

Utilisez le rapport *Politiques commerciales et faim* pour contribuer à défendre la cause d'un modèle plus durable d'agriculture et un système de commerce juste qui donnerait la priorité aux personnes qui vivent dans la pauvreté – ceux qui sont le plus violemment touchés par la crise alimentaire, y compris les 854 millions de personnes vivant actuellement avec une faim chronique.

Envoyez un exemplaire de l'étude :

- à votre gouvernement – aux ministères du Commerce et de l'Agriculture
- aux organisations et commissions chargées des droits de la personne
- aux représentants de la Banque mondiale et du FMI dans votre pays
- aux ambassades des Etats-Unis, des pays de l'Union européenne et des autres pays riches dans votre pays.

Essayez de rencontrer des représentants du gouvernement pour présenter le rapport et discuter de ces questions.

Lorsque vous rencontrez des représentants du gouvernement, entre autres, ou que vous leur écrivez, mettez en valeur les problèmes révélés dans l'étude qui sont également des facteurs de la crise alimentaire, tel qu'il a été indiqué plus haut :

- la vulnérabilité des petits paysans lorsque ceux-ci sont exposés à la volatilité et l'imprévisibilité des cours du marché mondial, exacerbées par la libéralisation ;
- l'échec de la libéralisation à apporter un bénéfice aux producteurs ou aux consommateurs parce que les profits sont accaparés par les grosses entreprises et les intermédiaires ;

- l'importance d'élaborer des politiques commerciales pour promouvoir le bien-être des personnes les plus vulnérables, notamment à travers leur droit à l'alimentation ;
- l'importance de laisser une flexibilité et une marge de manœuvre dans les règles commerciales pour permettre aux gouvernements d'élaborer et modifier les politiques selon l'évolution de la réalité sur le terrain.

Appelez votre gouvernement à :

- déterminer la politique commerciale dans le cadre d'une politique de développement cohérente ;
- protéger une production locale durable complétée, mais pas remplacée, par des exportations ;
- donner aux femmes un accès équitable aux ressources de production, notamment à la terre et au crédit ;
- protéger les paysans pauvres et vulnérables des importations bon marché qui détruisent leurs moyens de subsistance ;
- subventionner le coût des intrants agricoles et des conseils techniques pour les petits producteurs ;
- réguler les cours des denrées alimentaires de base afin de garantir une stabilité pour les producteurs et les consommateurs ;
- soutenir la distribution d'intrants agricoles et le ramassage de la production agricole là où les marchés n'existent pas ou ne fonctionnent pas correctement ;



Paul Jeffrey / AOAE

- proposer des prêts à taux préférentiels pour les petits producteurs.

Appelez la Banque mondiale, le FMI et les gouvernements des pays riches à :

- mettre fin aux conditionnalités (c'est-à-dire au fait d'attacher des conditions à l'aide, aux prêts et à l'allègement de la dette) ;
- permettre aux pays pauvres de déterminer eux-mêmes leurs orientations et politiques de développement
- garantir que des évaluations indépendantes de l'impact sur les droits de la personne, et en particulier sur le droit à l'alimentation, sont réalisées avant toute négociation commerciale ;
- établir des accords internationaux sur les produits de base qui fixent des prix stables ;
- réglementer les entreprises multinationales, en particulier les agro-industries, au niveau international.

Dans votre vie de tous les jours, observez vos propres habitudes de consommation et d'alimentation. Faites-vous partie des plus chanceux ? Savez-vous si les personnes qui ont produit la nourriture que vous mangez ont reçu un prix raisonnable pour leur récolte. Pourriez-vous manger davantage de nourriture produite localement ou issue du commerce équitable, qui soutienne les moyens de subsistance des petits paysans ?

Des Eglises et d'autres groupes du monde entier se joindront pour une Semaine d'action sur le commerce, du 12 au 19 octobre 2008, pendant laquelle aura lieu la Journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre. Il s'agit d'une chance unique de mettre en valeur les liens entre commerce et faim et les causes sous-jacentes de la crise alimentaire.

Rendez-vous sur www.tradeweek.org pour obtenir d'autres documents qui vous permettront de comprendre la crise alimentaire et d'en savoir plus sur la Semaine d'action sur le commerce.

COMPRENDRE LA CRISE ALIMENTAIRE – PASSER À L'ACTION

© 2008 Alliance œcuménique « agir ensemble »

La reproduction, la distribution et la transmission de ce document sont autorisées à condition d'en attribuer la paternité à l'Alliance œcuménique « agir ensemble ».

150 route de Ferney - C.P. 2100 - CH-1211 Genève 2 - Suisse - +41 22 791 6723 - info@e-alliance.ch



**Alianza EcuMénica de
Acción Mundial**